



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction des Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations Classées

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

ARRETE

n°2005-27-5 daté du 27 janvier 2005 portant modification de
l'arrêté n°2005-11-3 daté du 11 janvier 2005
autorisant, au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ,
à la **S.a.s.. BUDELPACK à Lièpvre**
à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une unité
de formulation de produits cosmétiques

Le préfet du département du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU la demande présentée en date du 17 septembre 2003 par la société SCHWARTZKOPF et HENKEL dont le siège social est à DÜSSELDORF (Allemagne), en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une unité de formulation de produits d'hygiène à LIEPVRE,
- VU la demande de changement de raison sociale en date du 26 février 2004 au bénéfice de la S.A.S. BUDELPACK LIEPVRE dont le siège social est à Lièpvre, zone industrielle de Bois l'Abesse,
- VU le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet,
- VU les actes administratifs délivrés antérieurement,
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise du 8 mars au 8 avril 2004,
- VU les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative,
- VU le rapport du 18 novembre 2004 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène séance du 2 décembre 2004,

- VU** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant, à l'issue du C.D.H., par courrier daté du 17 décembre, reçu le 20 décembre 2004, resté sans réponse,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2005-11-3 daté du 11 janvier 2005, notifié le 12 janvier 2005 à l'exploitant,
- VU** le courrier de l'exploitant, daté du 19 janvier 2005, portant observations sur l'arrêté d'autorisation d'exploiter,
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 : l'arrêté préfectoral n°2005-11-3 daté du 11 janvier 2005 est ainsi modifié :

- article 9.3.1 - Eau - Conditions de rejets des eaux industrielles - Alinéa a- Rejets dans les eaux superficielles

au lieu de :

« Les eaux industrielles sont rejetées dans le réseau des eaux *usées* de la zone industrielle de BOIS L'ABESSE.

lire :

« Les eaux industrielles sont rejetées dans le réseau des eaux **pluviales** de la zone industrielle de BOIS L'ABESSE; ces eaux rejoignent la LIEPVRETTE au PK : 995,8

- article 15-7 – CONCEPTION GENERALE – Règles d'exploitation et consignes

au lieu de :

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les *mois*, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

lire :

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les **ans**, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le reste sans changement

Article 2 - PUBLICITE

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Lièpvre et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 3 – EXECUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours, le sous-préfet de l'arrondissement de Ribeauvillé, le maire de la commune de Lièpvre et Saint-Hippolyte dans le *Haut-Rhin*, le maire de la commune de Châtenois, Kintzheim, La Vancelle, Neubois et Orschviller dans le *Bas-Rhin* sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant de la société BUDELPACK S.a.s. à Lièpvre.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Fait à Colmar, le 27 janvier 2005

Le préfet
pour le préfet
et par délégation de signature
le secrétaire général